

Montmorency, le :

Référence :

Loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 parue au J.O. du 1^{er} janvier 1992 décret n° 92508 du 13 juin 1992 parue au J.O. du 12 juin 1992 relatif à la lutte contre le travail clandestin.

Je soussigné Michel Pieroni, certifie sur l'honneur n'avoir pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9 et par l'article 450-1 du code pénal, ainsi que par le deuxième alinéa de l'article L 152-6 du code du travail et par l'article 1741 du code général des impôts Et pour les infractions visées aux articles L.324-9, L. 324-10, L.341-6, L.341-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du code du travail et que les travaux seront réalisés avec des salariés employés régulièrement, conformément aux articles L 143.3, L 143.5 et 620.3 du code du travail ou règles équivalentes pour les candidats étrangers;

- Je ne tombe pas sous le coup des interdictions prévues aux articles 48, 49 et 49-1 du Code des marchés publics, articles rendus applicables aux collectivités territoriale par les articles 256 et 259 du même code;
- J'ai satisfait à l'ensemble des obligations fiscales et sociales, autres que celles faisant l'objet de la délivrance de certificats par les administrations concernées, dans les conditions prévues aux articles 52, 53, 54 et 55 du code des marchés publics.
- J'atteste et certifie sur l'honneur ne faire l'objet d'aucune interdiction de diriger.
- J'atteste et certifie sur l'honneur ne faire l'objet d'aucune interdiction à concourir.
- J'atteste et certifie sur l'honneur que notre société est à jour dans le paiement des cotisations GARP, URSSAF, et ANEP.
- J'atteste et certifie sur l'honneur que notre société est à jour dans le paiement des congés payés.

Notre convention collective de Bureau d'étude ne nous impose pas de régler les congés payés à une caisse sociale, nous les réglons aux salariés directement.



Michel Pieroni,
Gérant.